

Défense collective des droits des personnes ayant une déficience intellectuelle : Quelles retombées ?

Bertille Marthouret,
étudiante à la maîtrise en travail social



**Continuer le
Mouvement!**

Élise Milot,
professeure en travail social



Depuis plusieurs années, les *groupes de défense collective des droits* portés par les personnes ayant une déficience intellectuelle gagnent en popularité. Ce court texte vise à partager des connaissances issues d'articles scientifiques portant sur les retombées de la participation de ces personnes à de tels groupes.

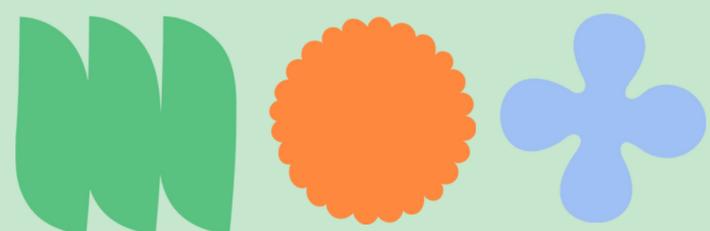
Dans une société où la productivité et l'indépendance sont hautement valorisées, les personnes ayant une déficience intellectuelle sont souvent stigmatisées, marginalisées et confrontées à des obstacles qui freinent leur épanouissement et leur inclusion sociale.

Définition

Groupe de défense collective des droits :

organisation réunissant un groupe spécifique de personnes qui mènent des luttes pour faire respecter leurs droits, pour contrer les injustices dont elles sont victimes et améliorer leurs conditions de vie.

Ce groupe fait pression sur les gouvernements, les entreprises ou les organisations qui pourraient empêcher ses membres de jouir pleinement de leurs droits. Leur but principal est de fournir une voix collective pour les membres qui pourraient ne pas être en mesure de se défendre individuellement contre des injustices.



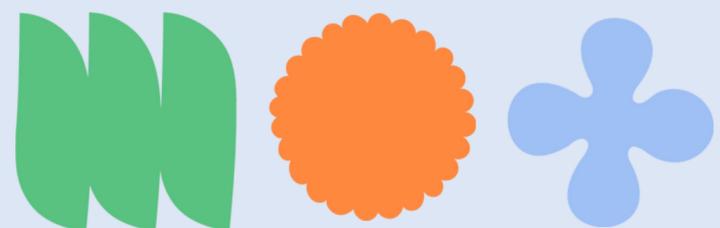


La participation à un groupe de défense collective des droits a souvent des effets fort positifs pour plusieurs personnes ayant une déficience intellectuelle.

D'abord, elle peut leur permettre de reprendre du contrôle sur leur vie. Ce contrôle, ces personnes en sont trop souvent démunies lorsque les décisions sur des sujets les concernant sont prises à leur place. Elles y sont amenées à développer des aptitudes pour faire reconnaître leurs opinions et leurs droits. Ceci peut leur permettre de gagner l'assurance nécessaire pour défendre leur désir de vivre de manière plus autonome, tout en reconnaissant tout de même quand et comment demander de l'aide². Dans une étude¹, on constate que plusieurs personnes se sont jointes à un groupe de défense collective des droits à un moment difficile de leur vie.

Sept des dix personnes interrogées ont mentionné que le fait de se sentir impuissantes et d'être constamment victimes d'un manque de respect avait motivé leur engagement dans un tel groupe. En restant fidèles à elles-mêmes et en entendant les expériences d'autres personnes, elles y auraient appris de nouvelles manières de réagir face aux messages négatifs véhiculés dans leur entourage et dans la société en général¹.

Participer à un groupe de défense collective des droits favorise le développement d'une identité de soi plus positive chez les personnes ayant une déficience intellectuelle, ce qui peut les amener à percevoir davantage leur contribution à la société et en retirer une certaine valorisation. Cela minimise énormément le fardeau de la stigmatisation dont elles sont souvent victimes^{2,3}.



Le fonctionnement d'un groupe de défense collective des droits en lui-même incite au changement. En effet, la parole et les prises de décision reviennent aux personnes ayant une déficience intellectuelle, ce qui les encourage à constamment exprimer leurs points de vue et à faire valoir leurs droits, renforçant leur confiance en leur aptitude à le faire¹.

Ainsi, les membres de ces groupes développent une expertise sur leur condition et sur les injustices vécues par les personnes ayant une déficience intellectuelle. Elles sont alors outillées pour militer en faveur de meilleures conditions de vie pour les membres de leur collectif, tout en étant amenées à essayer de nouvelles choses (p.ex. : prendre la parole en public, intégrer un comité citoyen)³. Ceci leur permet donc de percevoir le pouvoir de leur voix collective afin de promouvoir des changements dans la société en faveur d'une plus grande équité et justice sociale¹.



Or, certains défis sont liés à la participation à un tel groupe. En effet, certaines personnes peuvent se sentir moins à l'aise de s'exprimer en public ou de participer à des activités en groupe². D'autres peuvent avoir de la difficulté à trouver un bon équilibre entre faire respecter leurs droits tout en considérant ceux des autres dans une perspective collective.

Cette difficulté peut alors mener à des conflits. Cependant, ces obstacles peuvent être surmontés si les groupes sont bien organisés et soutenus.





Pour ce faire, le personnel de soutien, souvent présent en arrière-plan pour faciliter le processus, peut offrir une aide précieuse lorsque nécessaire, tout en laissant aux personnes ayant une déficience intellectuelle toute la place dont elles ont besoin pour s'exprimer et gérer leurs conflits³.

En somme, participer à un groupe de défense collective des droits a des effets bénéfiques multiples sur la vie des personnes ayant une déficience intellectuelle. Pour maximiser ces bénéfices, il faut permettre aux personnes de jouir de davantage d'expériences qui contribuent à transformer le regard qu'elles posent sur elles-mêmes et sur les attitudes qui circulent dans la société.



Références

¹Ellem, K., Harris, P. et Strnadová, I. (2022). Emerging from the shadows: Digital stories of self-advocates with intellectual disabilities. *Journal of Policy and Practice in Intellectual Disabilities*, 19(4), 360-369. <https://doi.org/10.1111/jppi.12426>

²Tideman, M. et Svensson, O. (2015). Young people with intellectual disability--the role of self-advocacy in a transformed Swedish welfare system. *International Journal of Qualitative Studies on Health and Well-being*, 10(1). <https://doi.org/10.3402/qhw.v10.25100>

³Anderson, S. et Bigby, C. (2017). Self-advocacy as a means to positive identities for people with intellectual disability: 'We just help them, be them really'. *Journal of Applied Research in Intellectual Disabilities*, 30(1), 109-120. <https://doi.org/10.1111/jar.12223>

Pour citer ce document

Marthouret, B. et Milot, É. (2025). Défense collective des droits des personnes ayant une déficience intellectuelle: quelles retombées? Université Laval et Chaire Autodétermination et Handicap.

